

CATALYSEUR

CENTRE POUR L'AVENIR DU CANADA

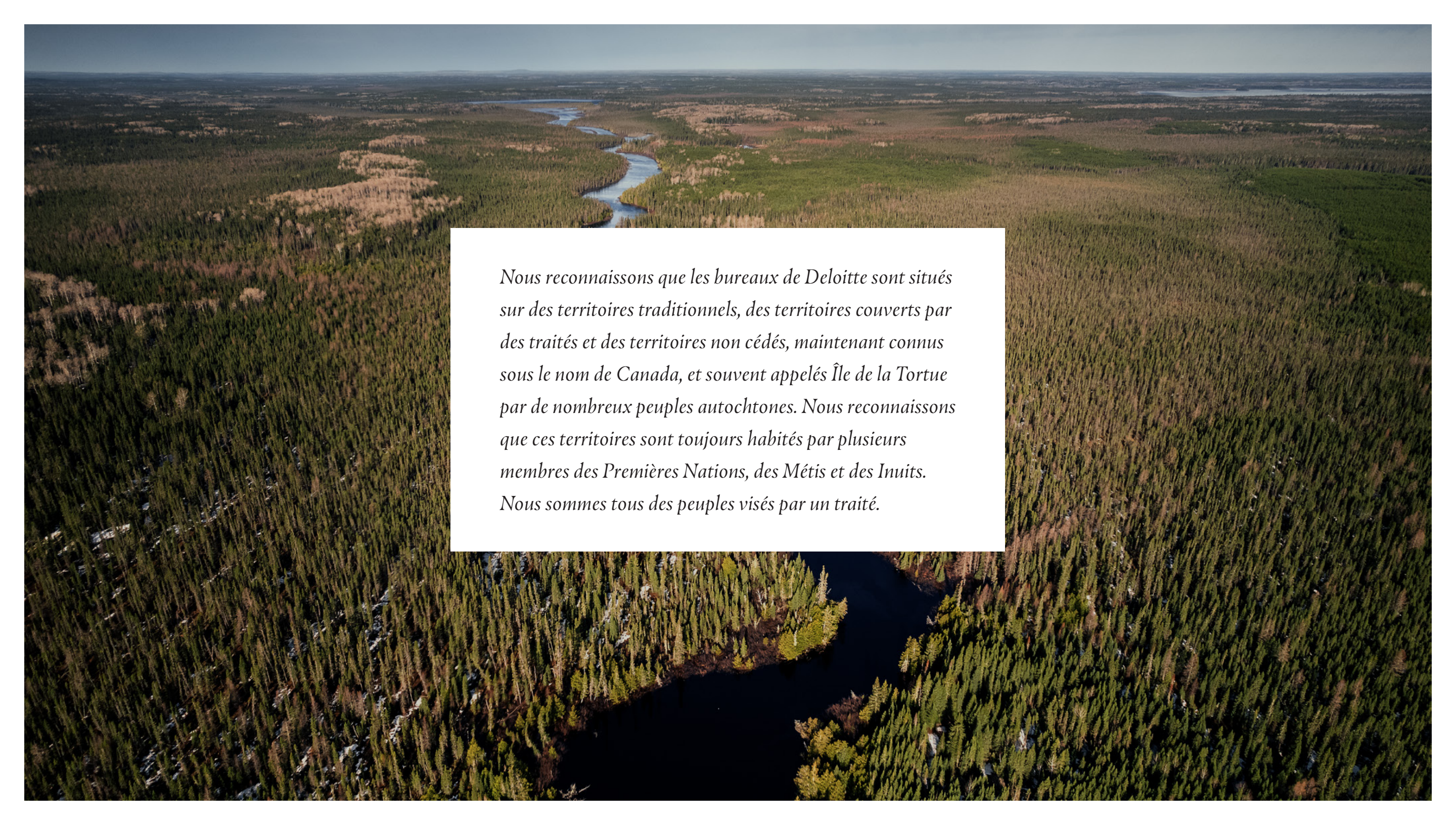
Réflexions de jeunes leaders autochtones sur la réconciliation

VOLUME 1: REMPLIR NOTRE BAGAGE DE CONNAISSANCES

Deloitte.

CRE
Canadian Roots Exchange

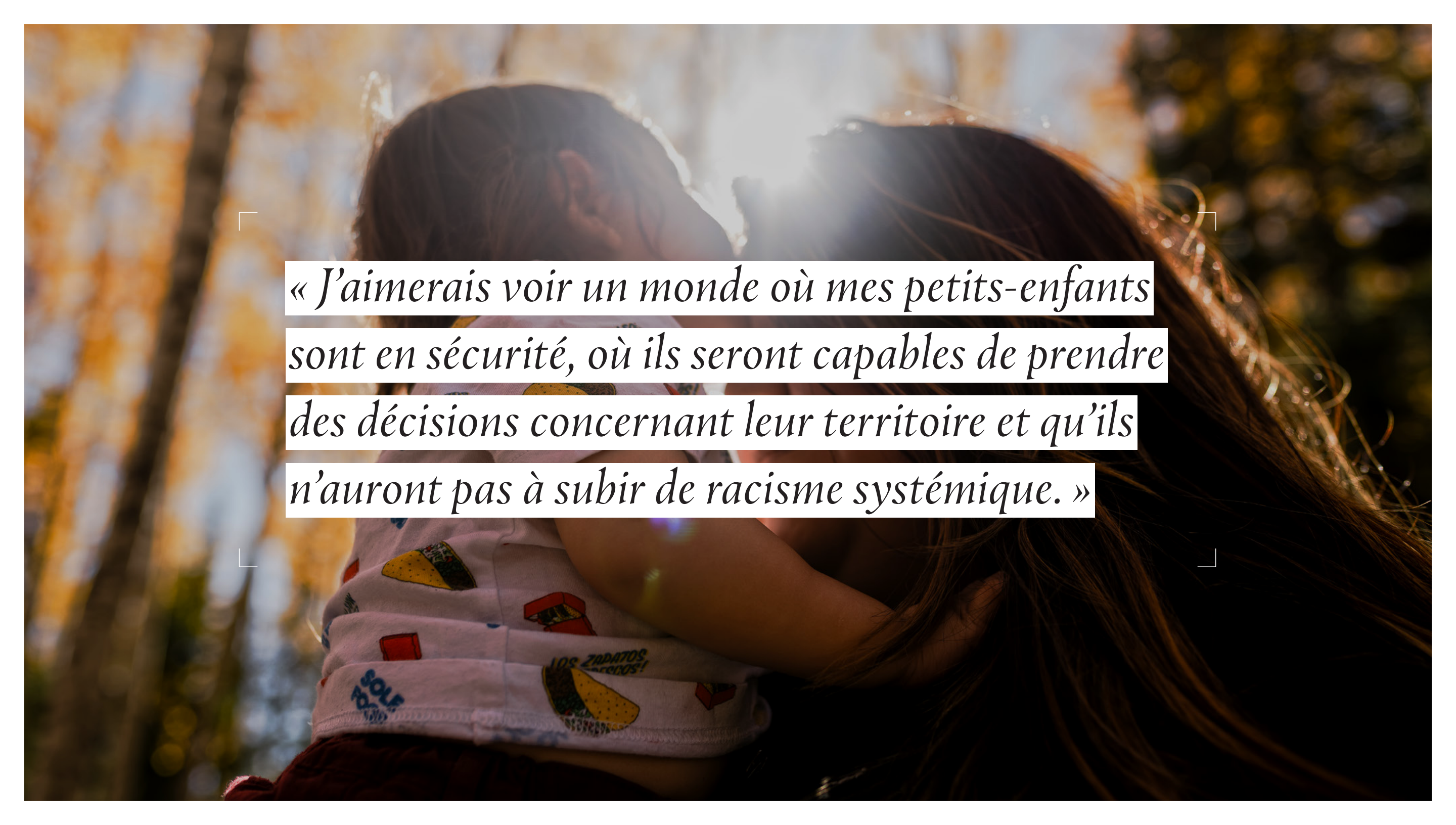


An aerial photograph of a vast, dense forest landscape. A winding river flows through the center of the image, surrounded by lush green trees. The terrain is flat and extends to the horizon under a clear sky. The text is overlaid on a white rectangular background in the center of the image.

Nous reconnaissons que les bureaux de Deloitte sont situés sur des territoires traditionnels, des territoires couverts par des traités et des territoires non cédés, maintenant connus sous le nom de Canada, et souvent appelés Île de la Tortue par de nombreux peuples autochtones. Nous reconnaissons que ces territoires sont toujours habités par plusieurs membres des Premières Nations, des Métis et des Inuits. Nous sommes tous des peuples visés par un traité.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	→	04
MISE EN CONTEXTE	→	06
<i>Origine du projet</i>	→	07
<i>Méthodologie</i>	→	08
PRIORITÉS POUR LA RÉCONCILIATION	→	09
<i>Situation actuelle</i>	→	11
<i>Les quatre thèmes</i>	→	13
1. <i>Éducation</i>	→	14
2. <i>Accès aux services</i>	→	15
3. <i>Environnement</i>	→	16
4. <i>Souveraineté autochtone</i>	→	17
QUELLE EST LA SUITE DE NOTRE PARCOURS?	→	18

A photograph of a woman with long dark hair hugging a young child from behind. The child is wearing a white t-shirt with colorful graphics and the text "LOS ZAPATOS ROJOS!". The scene is set outdoors with trees and sunlight in the background. The text is overlaid on the image in a white serif font, enclosed in a white box with a drop shadow.

« J'aimerais voir un monde où mes petits-enfants sont en sécurité, où ils seront capables de prendre des décisions concernant leur territoire et qu'ils n'auront pas à subir de racisme systémique. »

Ces dernières années, le Canada a subi de nombreuses pressions pour répondre aux appels à la réconciliation avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis. Encore aujourd'hui, partout au pays les peuples autochtones subissent les effets de la colonisation, et les jeunes générations héritent des conséquences des erreurs commises par les leaders politiques et d'affaires du Canada au fil des décennies. Mais ils vivent aussi une occasion exceptionnelle : ils jouissent à l'heure actuelle d'une plus grande visibilité et d'un pouvoir d'influence accru pour faire avancer la réconciliation avec des appels à l'action pour réparer les erreurs du passé. Il est crucial que les jeunes Autochtones prennent part aux décisions pour qu'une transformation durable puisse s'opérer.

Lorsqu'ils tournent leur regard vers l'avenir, que veulent les jeunes Autochtones, pour eux-mêmes, leurs familles et leurs communautés?

« Je veux voir les gens guérir et les communautés prospérer.

Je veux entendre que nous avons toutes les choses que les autres ont. »

Voilà ce que nous a dit une personne lors d'une récente entrevue sur les enjeux importants pour les jeunes Autochtones, et ce qu'ils veulent que les décideurs prennent en compte. Il s'agissait de l'un des nombreux entretiens menés par le Centre pour l'avenir du Canada de Deloitte, qui explore les enjeux pressants et les occasions d'un point de vue politique, dans le but de relayer aux entreprises et aux gouvernements les réflexions de jeunes Autochtones sur les défis les plus urgents et les possibilités les plus prometteuses sur le plan politique.

Ces considérations tournent autour de quatre questions jugées centrales par un groupe de jeunes des communautés inuites, métisses et des Premières Nations venus de tout le Canada, pour faire avancer la réconciliation : l'éducation, l'accès aux services, l'environnement et la souveraineté autochtone. Nous allons explorer chacun de ces enjeux afin de favoriser un dialogue constructif et mettre à contribution les jeunes Autochtones, mais aussi de formuler des recommandations pour que les gouvernements et les entreprises – et même les Canadiens à titre personnel – puissent favoriser la réconciliation, notamment au moyen de politiques et de mesures pertinentes.

Notre série thématique commence par ce rapport d'introduction, qui présente la raison d'être du projet, la méthodologie de recherche et de collecte de données, le profil des participants et l'état actuel de la réconciliation au Canada.



Mise en contexte



Origine du projet

Dans le cadre du pilier de l'inclusion de son *Plan d'action pour la réconciliation*, Deloitte s'est engagé à rechercher des occasions de collaboration pour soutenir le parcours vers la réconciliation, notamment en copubliant un document sur les efforts de réconciliation¹. Deloitte en est ainsi venu à se joindre à Canadian Roots Exchange (CRE), un organisme national qui est dirigé par de jeunes Autochtones et qui offre des programmes, des subventions et des occasions de renforcer et d'amplifier la voix des jeunes Autochtones.

En 2022, Deloitte et CRE ont participé à l'organisation de la *Semaine de défense de la jeunesse autochtone*, la première du genre au Canada. Cet événement avait pour objectif de permettre à de jeunes Autochtones de toutes les nations, de toutes les régions et de tous les horizons disciplinaires d'échanger leurs réflexions avec des responsables gouvernementaux sur les politiques fédérales en lien avec certains enjeux importants, et de leur donner envie de faire carrière dans les domaines des politiques publiques et de la défense des droits. Les questions abordées comprenaient, entre autres, les soins de santé et les langues autochtones².

Deloitte et CRE ont voulu poursuivre en approfondissant certaines questions primordiales pour les participants, en diffusant les résultats de ces discussions et en proposant des pistes d'action concrètes. Ce faisant, nous espérons faire entendre les voix des leaders autochtones émergents auprès des gouvernements et des entreprises.

Pourquoi est-ce important? Parce que les jeunes Autochtones ont une réelle capacité d'apporter des changements pour eux-mêmes, leurs communautés et le Canada dans son ensemble, étant donné l'évolution du contexte social ainsi que la jeunesse et la croissance de leur population. Selon les statistiques de 2016, la population autochtone est en moyenne **8,8 ans plus jeune** que la population non autochtone. Et leur nombre grandit – de **1,8 million de personnes** en 2016, on estime que la population autochtone pourrait atteindre entre **2,5 et 3,2 millions de personnes** d'ici 2041.

Les jeunes Autochtones sont plus nombreux que jamais à terminer leurs études secondaires, affichant un **taux de diplomation de 70 %** en 2016, **contre 57 %** en 2006³. Ils jouent également un rôle plus grand de représentation et de leadership au sein de leur communauté. Pour que l'on puisse prendre des décisions éclairées et durables concernant l'avenir de cette population grandissante, les voix des électeurs et des leaders émergents autochtones doivent être entendues dans les discussions politiques.

Parce qu'ils ont des choses à dire.

Dans le premier Rapport sur l'état de la jeunesse du gouvernement du Canada, publié en 2021, les jeunes contributeurs ont souligné que les gouvernements doivent reconnaître que le Canada a été bâti sur la colonisation et continue d'en tirer des bénéfices encore aujourd'hui en profitant du territoire et des ressources⁴. Pour les jeunes Autochtones, les effets de la colonisation se font toujours sentir : traumatismes intergénérationnels, familles perturbées par la prise en charge d'enfants par la protection de l'enfance, marginalisation et discrimination systémique.

Plus récemment, la pandémie de COVID-19 a accru la pression sur les communautés autochtones⁵. Entre autres conséquences, les restrictions de déplacement imposées par les services de santé publique ont rendu encore plus difficile l'accès à l'apprentissage et aux services de santé mentale.

Malgré ces difficultés, les jeunes Autochtones continuent de faire preuve de force et de résilience. Par exemple, les participants à la Semaine de défense de la jeunesse autochtone 2022 ont dit ressentir une responsabilité collective de soutenir les générations futures et de défendre leurs droits en tant que futurs ancêtres. Ils ont souligné l'importance de s'exprimer sur les enjeux d'actualité, car les décisions politiques prises maintenant auront une portée profonde sur leur vie et celle des générations futures.

Méthodologie

Approche

Pour mener une recherche avec de jeunes Autochtones aujourd'hui, il faut adopter une approche plus collaborative que par le passé. Les participants devraient avoir le contrôle sur les questions posées et les thèmes explorés⁶, et dans les discussions, les chercheurs doivent privilégier une approche basée sur les forces⁷. La recherche doit ainsi être soumise à une norme éthique axée sur l'autodétermination⁸ et l'autonomisation des participants en encourageant leur capacité à prendre des décisions et de comprendre des outils et des technologies utilisés dans le processus de recherche⁹.

Les jeunes Autochtones participants ont donc donné leur avis sur nos questions. En plus des entretiens que nous avons menés, nous avons analysé les résultats avec ces jeunes et les avons informés de l'avancement des travaux, et nous avons aussi tenu compte de leurs commentaires pour améliorer notre approche. Enfin, nous leur avons présenté nos pratiques de collecte et de stockage des données, ainsi que la manière dont leurs contributions allaient être soulignées dans le rapport, et les

personnes à rejoindre en cas de questions ou de problèmes. Les participants ont le contrôle sur leurs données : celles-ci seront détruites ou leur seront transmises sur demande.

Par conséquent, les données présentées dans les rapports seront agrégées, à moins que le consentement des personnes concernées ne soit donné. Quand certains sujets seront traités plus en profondeur, nous nous appuierons sur des preuves externes pour vérifier et étayer les dires des participants, et intégrerons des données provenant de sources secondaires le cas échéant, comme le montre la *figure 3*.

Méthodes de collecte des données

Chaque fois que nous avons recueilli des données, nous avons suivi les normes éthiques qui régissent la recherche et les directives relatives à la souveraineté des Autochtones concernant leurs données et le respect de leurs renseignements personnels. Nous souscrivons de plus aux principes de PCAP des Premières Nations à l'égard des données autochtones : **propriété, contrôle, accès et possession**¹⁰.

Pour cette série, nous avons collecté des données de sources primaires et secondaires au moyen de méthodes qualitatives et quantitatives. Les sources primaires incluaient 24 jeunes des communautés des Premières Nations, inuites et métisses, sélectionnés par CRE pour participer à la Semaine de défense de la jeunesse autochtone. Ils étaient âgés de 19 à 29 ans et provenaient de partout au pays. La plupart s'identifiaient comme des membres des Premières Nations et déclaraient vivre en milieu urbain.

Nous avons réalisé un sondage auprès de 17 de ces personnes. Suivant la recommandation de CRE, Deloitte a invité quatre des jeunes à

participer à des entrevues de suivi approfondies sur des sujets liés à la réconciliation, les problèmes auxquels ils sont confrontés, eux et leurs communautés, et la façon dont, selon eux, les gouvernements, les entreprises et la société devraient réagir. Les sondages et les entretiens se sont déroulés de juin à septembre 2022. Les participants ont reçu des honoraires. Nos chercheurs ont analysé, comme sources secondaires, des publications universitaires, des rapports gouvernementaux et des ensembles de données agrégées de Statistique Canada se rapportant aux jeunes Autochtones en particulier, et à la réconciliation en général.

Nous sommes heureux de présenter dans les sections suivantes les premières conclusions de notre recherche. Le long de cette série, nous suivrons la même approche de collecte de données, le but étant d'exposer le point de vue des participants au moyen d'un récit entrelacé de données, de citations de jeunes participants à la Semaine de défense de la jeunesse autochtone, et de renvois à des publications pertinentes.

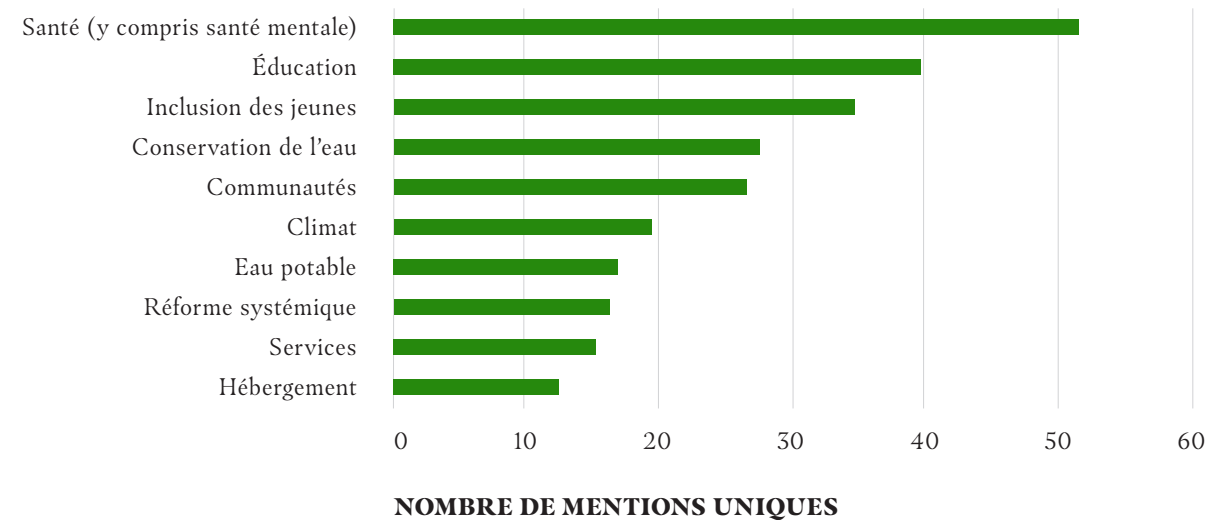


Priorités pour la réconciliation

Dans le cadre du processus de recrutement pour la Semaine de défense de la jeunesse autochtone, on a demandé aux candidats d'indiquer les raisons pour lesquelles ils souhaitaient participer à l'événement, et les enjeux qu'ils considéraient comme prioritaires. Nous avons analysé la fréquence de certains mots employés dans leurs réponses afin de dégager les thèmes communs. Ils ont ainsi mentionné un désir de **s'impliquer**, de faire entendre leurs **voix**, d'opérer des **changements** durables qui transcendent les **communautés** et les **générations**. Comme le montre la *figure 1*, cette volonté de changement concerne plusieurs grandes questions, de la santé à l'éducation en passant par la conservation de l'environnement.

« On parle de pardon, ils doivent d'abord réparer leurs torts. »

Figure 1 : Enjeux dont les jeunes aimeraient parler avec les hauts dirigeants politiques



Source : Candidature pour la Semaine de défense de la jeunesse autochtone

On a demandé aux candidats à la Semaine de défense de la jeunesse autochtone les sujets qu'ils aimeraient aborder avec des députés et des sénateurs. Deloitte a effectué une analyse de la fréquence des mots pour relever les principaux sujets à approfondir.

Situation actuelle

Le dialogue autour de la réconciliation, en particulier dans la recherche et les médias, montre un consensus grandissant entre peuples autochtones et non autochtones sur les questions touchant la vie des Autochtones au Canada. C'est particulièrement vrai chez les jeunes des deux populations, qui conviennent généralement que les préjudices historiques infligés aux peuples autochtones persistent aujourd'hui et qu'un changement s'impose pour que l'on puisse atteindre certains objectifs communs¹¹. Par exemple, **67 % des jeunes Autochtones** et **69 % des jeunes non autochtones** pensent que les relations entre les peuples autochtones et non autochtones ne s'amélioreront que si l'on s'attaque aux inégalités socioéconomiques¹².

Les jeunes Autochtones et non autochtones voient la réconciliation de la même manière, c'est-à-dire rebâtir la relation et la confiance entre les deux populations, comme l'indique le Rapport sur l'état de la jeunesse du Canada 2021¹⁵. Lorsque nous avons demandé aux participants ce que signifiait la réconciliation pour eux, ils ont répondu qu'il ne s'agissait pas simplement d'une tâche à accomplir, mais plutôt d'une « *vision d'une société où les injustices du passé et du présent sont admises et rectifiées* ». Cela, ont-ils affirmé, exige que le public sache la vérité sur ce qui s'est réellement passé lorsque les colons sont arrivés, et sur les personnes qui vivaient ici auparavant.

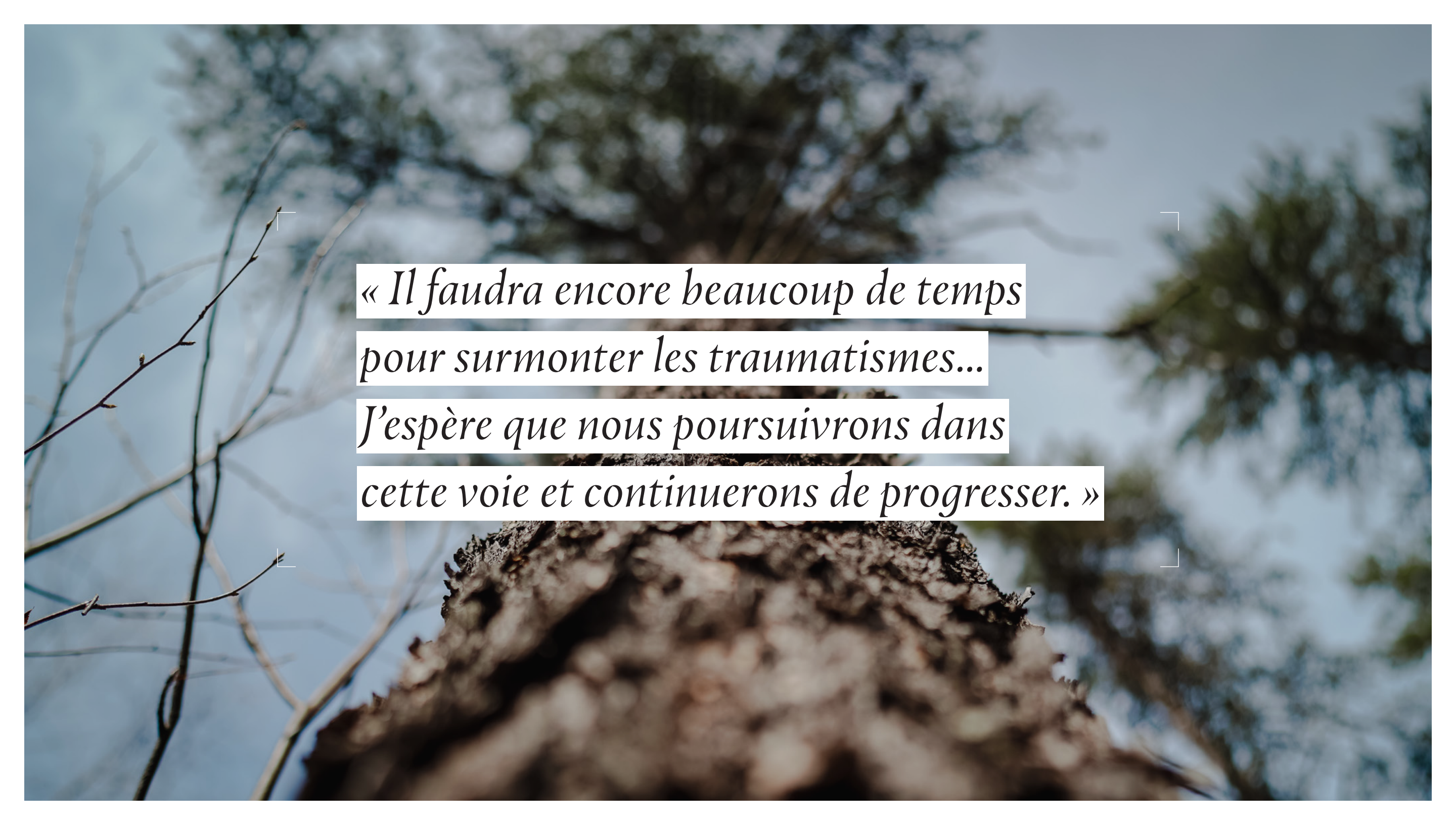
À l'heure actuelle, les appels à l'action pour la réconciliation sont plus ouvertement dans l'espace public, et l'on rectifie les faits historiques concernant le passé colonial du Canada. Il est donc possible d'avoir des discussions franches sur la voie à suivre. Voici ce que nous ont dit à ce sujet quelques participants :

« J'aimerais un avenir où nous sommes pris au sérieux, et qu'il y ait des comptes à rendre. »

« J'espère que les gens sauront ce qui s'est vraiment passé et la manière dont ça nous touche encore de nos jours. J'espère aussi que les leaders de la prochaine génération, ou de celle qui est là pendant le changement, seront vus et entendus en plus grand nombre. »

« Il n'y aura pas de véritable réconciliation tant que tous nos peuples ne seront pas guéris. La réconciliation, c'est l'égalité et la guérison de nos nations. »

Quant aux efforts de réconciliation dans le secteur des affaires, les entreprises canadiennes ont commencé à tenir compte des appels à l'action lancés par la Commission de vérité et réconciliation et à soutenir l'autodétermination des Autochtones. Ces dernières années, les entreprises se sont engagées publiquement en mettant en place des plans d'action et des partenariats communautaires avec les nations autochtones et certains organismes à but non lucratif. C'est un premier pas encourageant; mais, comme l'ont souligné les jeunes de notre étude, les efforts de réconciliation des entreprises canadiennes devraient se faire en collaboration avec les Autochtones. À cet égard, un participant a noté que « *les jeunes Autochtones étant plus scolarisés, c'est le moment pour eux de se préparer* » à agir.



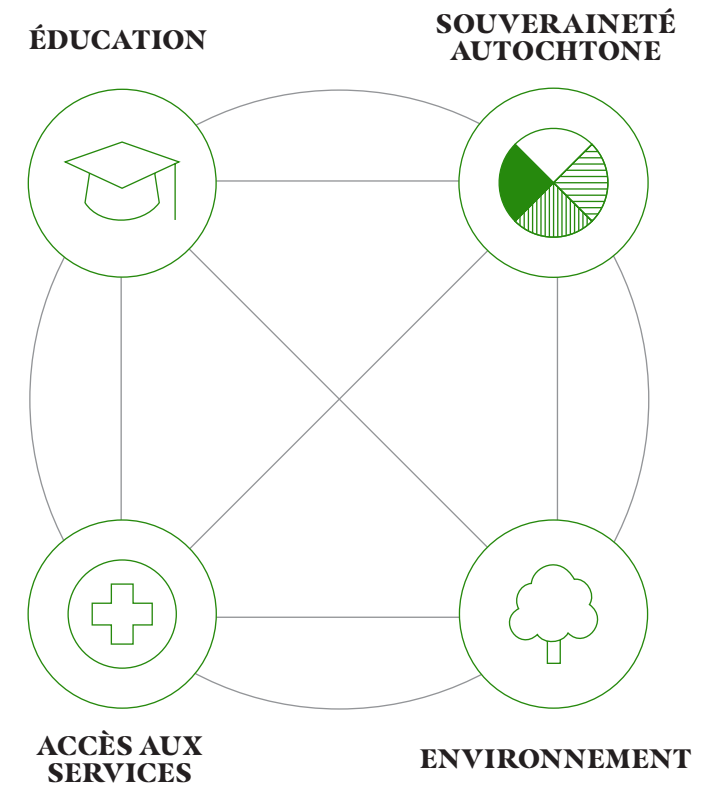
*« Il faudra encore beaucoup de temps
pour surmonter les traumatismes...
J'espère que nous poursuivrons dans
cette voie et continuerons de progresser. »*

Les quatre thèmes

À mesure que nos chercheurs écoutaient les participants et analysaient les données, il leur est apparu évident que l'objectif initial de copublier un seul rapport s'avérerait insuffisant pour faire état des éléments importants entourant les efforts de réconciliation. Nous avons donc décidé de publier une série de rapports, chacun ciblant un thème particulier, et ce, pour favoriser le dialogue sur les recommandations et ainsi faire avancer la réconciliation.

L'équipe de Deloitte et CRE ont ensuite regroupé les réponses des participants en grands thèmes, soit l'éducation, l'accès aux services, l'environnement et la souveraineté autochtone. La revitalisation culturelle est quant à elle considérée comme une priorité transversale.

Figure 2 : Principaux thèmes de la réconciliation



1. Éducation

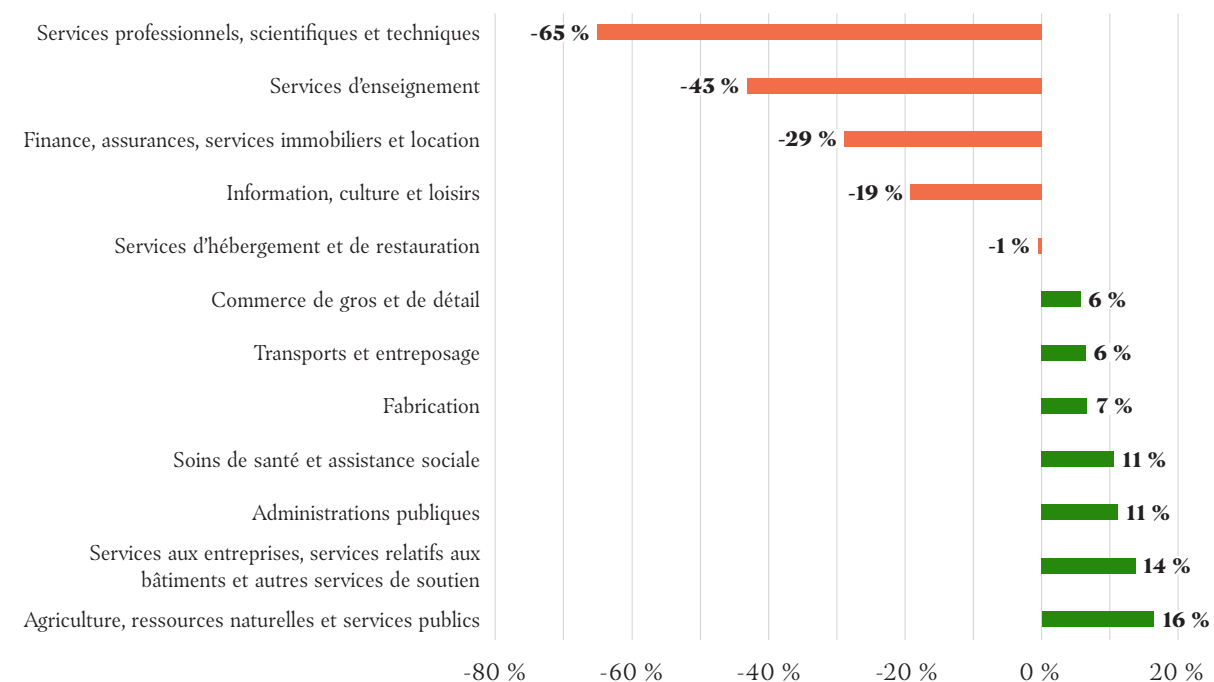
Nous définissons l'éducation comme les moyens autochtones et non autochtones de transmettre les connaissances et l'apprentissage, dans la mesure où ils sont liés aux résultats en matière d'emploi. L'éducation comprend l'obtention de titres de compétences officiels, par exemple un diplôme d'études postsecondaires, ou d'attestations élargissant les perspectives de carrière, comme le perfectionnement professionnel. Elle inclut aussi la revitalisation de la langue autochtone et la transmission de connaissances sur les lois, les coutumes, les communautés et le bien-être autochtones¹⁴. Les participants à notre étude ont déclaré qu'il y avait un manque général de soutien pour les jeunes Autochtones évoluant dans le système scolaire.

Le statu quo a conduit à une situation où les jeunes Autochtones sont beaucoup moins susceptibles que leurs pairs non autochtones de trouver un emploi dans certains secteurs clés, par exemple les services professionnels et financiers.



Les étudiants qui essaient de réussir se fondent dans la masse et passent entre les mailles du filet. »

Figure 3 : Emploi des jeunes Autochtones par rapport aux jeunes non autochtones, par secteur d'activité (2021)



Sources : Statistique Canada, analyses de données originales par Deloitte Canada

Deloitte a analysé des données publiques pour déterminer dans quelle mesure les jeunes Autochtones sont présents sur le marché du travail. Il en ressort qu'ils sont **65 % moins susceptibles** d'occuper un emploi dans certains secteurs clés, comme les services professionnels et financiers

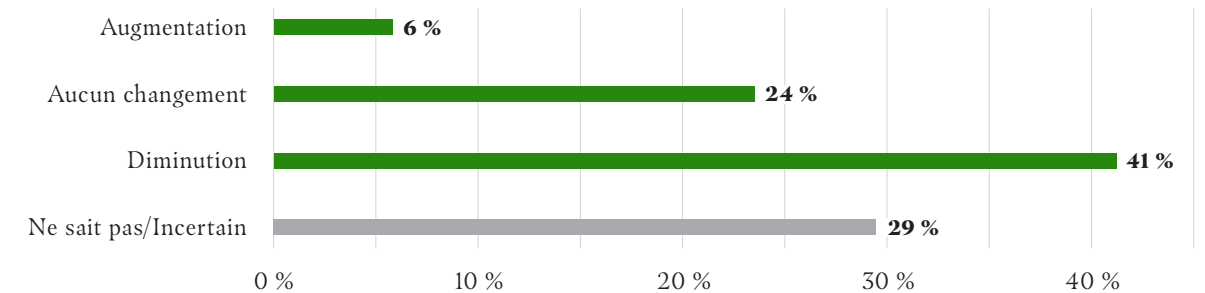
2. Accès aux services

Ce thème fait référence aux infrastructures et aux services nécessaires pour maintenir les personnes et les communautés en bonne santé. Cela comprend les services de santé mentale et les ressources, comme les espaces de rassemblement communautaire et les aides au logement, dont les Autochtones, jeunes ou non, ont besoin pour avoir une vie et un foyer sains¹⁵.



Quand on a des problèmes de santé mentale, on a besoin d'aide immédiatement, pas dans six mois. »

Figure 4 : Perceptions de l'accès aux services de santé mentale pendant la pandémie



Source : Sondage auprès des participants à la Semaine de défense de la jeunesse autochtone

Certains participants à la Semaine de défense de la jeunesse autochtone (41 %) ont noté une diminution de l'accessibilité aux services de santé mentale pendant la crise de la COVID-19, et **près du quart (24 %) n'ont constaté aucun changement** malgré l'augmentation des services de télésanté hors réserve au Canada. Ces résultats corroborent des données similaires sur le bien-être mental des Autochtones pendant la pandémie¹⁶.

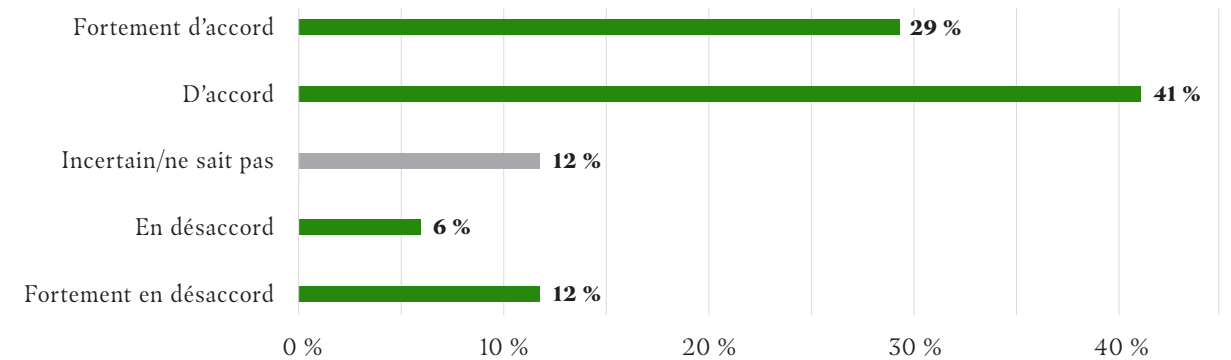
3. Environnement

Nous avons préféré l'environnement en général comme thème à des sujets plus précis, comme les changements climatiques, parce que cela englobe des questions plus vastes, entre autres l'intendance traditionnelle, le développement des ressources et la durabilité. Plus particulièrement, les jeunes ont mentionné qu'il fallait prendre plus de mesures de conservation, de protection et de réhabilitation des territoires, et que le gouvernement et les entreprises privées doivent consulter davantage les communautés autochtones, dans le respect des principes d'engagement et de l'autonomie des Autochtones. Selon les participants, la collaboration fait grandement défaut de nos jours.



On dirait que personne ne veut tenir de consultation. C'est extrêmement difficile. Il faut que tout se fasse rapidement, et toujours dans une atmosphère hostile. »

Figure 5 : Accord des participants sur les effets des changements climatiques à l'échelle locale



Source : Sondage auprès des participants à la Semaine de défense de la jeunesse autochtone

La grande majorité (70 %) des participants ont déclaré constater les effets des changements climatiques dans leur communauté locale, ce qui suggère un sentiment d'urgence à voir des actions pour en atténuer les répercussions.

4. Souveraineté autochtone

Nous définissons la souveraineté comme la capacité des communautés et des peuples autochtones à prendre eux-mêmes des décisions concernant leur avenir, leurs relations et les espaces dans lesquels ils vivent. Les questions de souveraineté peuvent inclure, par exemple, le concept de restitution des terres et sa signification pour les personnes et les institutions au sein des communautés autochtones¹⁷. Il ne s'agit pas seulement de caractéristiques physiques des territoires et de la reprise de leur contrôle, mais cela concerne aussi les relations.

« Le problème, ce ne sont pas les “colons”, mais plutôt l'exclusion des propos autochtones sur les questions territoriales. Nos voix comptent aussi. Il faut leur redonner de la valeur. »



*Quelle est la suite
de notre parcours?*





Tout au long de l'année 2023, nous traiterons chacun des thèmes de la même manière que ce rapport d'introduction : nous parlerons avec de jeunes Autochtones, ferons entendre leur réflexions, validerons les résultats au moyen de preuves externes et consulterons des experts sur ces questions. Nous adopterons une approche centrée sur les Autochtones, qui viendra compléter la recherche qualitative et quantitative non autochtone.

Chaque rapport proposera une série de recommandations pratiques à l'intention des gouvernements, des entreprises privées et du public pour aider à aborder, rectifier ou faire progresser les questions soulevées sur ce sujet, et appuyer les actions que les jeunes leaders autochtones souhaitent voir se concrétiser pour faire progresser les efforts de réconciliation au Canada.

Parce que nous sommes tous ensemble sur ce parcours.

REMERCIEMENTS

Le Centre pour l'avenir du Canada de Deloitte et les Services aux clients autochtones de Deloitte remercient chaleureusement Canadian Roots Exchange, y compris Megan Lewis et Kim Wakeford, pour leur collaboration à la préparation de ce rapport. Deloitte tient également à remercier Alexandra Biron, Ayesha Chughtai, Robert Falconer, Dean Janvier, Regina Mandamin, Mike Nethercott, Charles Perron, Maya Prager, Alexandra Wilkinson et Wilson Zhang pour leur soutien et leur contribution à la recherche et à la rédaction de ce rapport.

LE CENTRE POUR L'AVENIR DU CANADA

Le Centre pour l'avenir du Canada contribue à l'exploration de nouvelles idées, opinions et perspectives portant sur les enjeux nationaux les plus importants de notre pays, dans le but d'aider à faire entrer le Canada dans une nouvelle ère de croissance et de compétitivité. Son équipe est composée de professionnels de Deloitte qui comptent parmi les penseurs les plus innovateurs et qui sont des leaders expérimentés et des influenceurs appréciés dans leur domaine respectif.

NOTES EN FIN DE TEXTE

1. Deloitte, Plan d'action pour la réconciliation : tracer une voie commune pour la réconciliation, 2020, p. 16.
2. Canadian Roots Exchange, Indigenous Youth Advocacy Week: Final Wrap-Up Report, juillet 2022.
3. Anderson, T. « Chapitre 4 : Les jeunes Autochtones au Canada ». Dans Portrait des jeunes au Canada : Rapport statistique, Statistique Canada, 2021.
4. Gouvernement du Canada, Patrimoine canadien, Le premier Rapport sur l'état de la jeunesse au Canada, 2021, p. 23.
5. Ibid., p. 22.
6. MacDonald et coll., « Youth-Led Participatory Video as a Strategy to Enhance Inuit Youth Adaptive Capacities for Dealing with Climate Change », Arctic Institute of North America, vol. 68, No. 4 (2015), p. 486-499.
7. Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations, Les principes de PCAP des Premières Nations.
8. Thambinathan et Kinsella, « Decolonizing Methodologies in Qualitative Research: Creating Spaces for Transformative Praxis », International Journal of Qualitative Methods, 20 (2021).
9. MacDonald et coll., « Youth-Led Participatory Video as a Strategy to Enhance Inuit Youth Adaptive Capacities for Dealing with Climate Change »; Halsall et Forneris, « Behind the Scenes of Youth-Led Community Events », Youth Engagement in Health Promotion (septembre 2016), Vol 1(2).
10. Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations, Les principes de PCAP des Premières Nations.
11. Environics Institute for Survey Research, CRE, la Fondation MasterCard, Baromètre canadien de la réconciliation des jeunes 2019.
12. Ibid.
13. Gouvernement du Canada, Patrimoine canadien, Le premier Rapport sur l'état de la jeunesse au Canada, 2021, p. 22.
14. Dockstator et coll., « Insights Into Community Development in First Nations: A Poverty Action Research Project », Journal of Aboriginal Economic Development (2022), 2(2), pp. 81-108.
15. Andersson et Ledogar, « The CIET Aboriginal Youth Resilience Studies: 14 Years of Capacity Building and Methods Development in Canada », Pimatisiwin (2008 Summer), 6(2), pp. 65-88.
16. Arriagada, Hahmann, et O'Donnell, « Indigenous People and Mental Health during the COVID-19 Pandemic », Statistique Canada, 2020.
17. Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones pour les adolescents autochtones; 2007, Bonnie Freeman, « The Spirit of Indigenous Youth: The Resilience and Self-Determination in Connecting to the Spirit and Ways of Knowing », Journal of Indigenous Wellbeing (2017), vol. 2 issue 1.



À PROPOS DE L'ARTISTE

Membre des Premières Nations anichinabées, Damien Bouchard est père, photographe, vidéaste et créateur de contenu et vit à Thunder Bay, en Ontario. Il est originaire de la Première Nation d'Aroland, visée par le traité no 9. Damien possède sa propre entreprise privée, Crow Creations, et travaille à temps plein avec Minodahmun Development pour les communautés de la municipalité de Greenstone. Il concentre son travail sur les paysages naturels, s'inspirant de son environnement et des gens qui célèbrent leur culture. Il aime capturer des moments qui sont à la fois uniques et inspirants.



www.deloitte.ca

La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et Deloitte n'y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, du placement, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. Ce document ne remplace pas les services ou conseils professionnels et ne devrait pas être utilisé pour prendre des décisions ou mettre en oeuvre des mesures susceptibles d'avoir une incidence sur vos finances ou votre entreprise. Avant de prendre des décisions ou des mesures qui peuvent avoir une incidence sur votre entreprise, vous devriez consulter un conseiller professionnel reconnu. Deloitte n'est aucunement responsable de toute perte que subirait une personne parce qu'elle se serait fiée à la présente publication.

À propos de Deloitte

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans différents secteurs. Deloitte sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500^{MD} par l'intermédiaire de son réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires, qui offre les compétences de renommée mondiale, le savoir et les services dont les clients ont besoin pour surmonter les défis d'entreprise les plus complexes. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l, société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir www.deloitte.com/ca/apropos.

Notre raison d'être mondiale est d'avoir une influence marquante. Chez Deloitte Canada, cela se traduit par la création d'un avenir meilleur en accélérant et en élargissant l'accès au savoir. Nous croyons que nous pouvons concrétiser cette raison d'être en incarnant nos valeurs communes qui sont d'ouvrir la voie, de servir avec intégrité, de prendre soin les uns des autres, de favoriser l'inclusion et de collaborer pour avoir une influence mesurable.

Pour en apprendre davantage sur les quelque 330 000 professionnels de Deloitte, dont plus de 11 000 font partie du cabinet canadien, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [Twitter](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).

© Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Conçu et produit par l'Agence | Deloitte Canada. 22-6328166